

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Subprime : que non, les fondamentaux ne sont pas sains !

- Economie -

Date de mise en ligne : mardi 28 août 2007

Démocratie & Socialisme

Officiellement la crise dite des "subprime" est finie. Officieusement il n'en est rien.

La phase boursière aigüe, ouverte le mardi 7 août par la décision de Ben Bernanke de maintenir le taux directeur de la Fed à 5,25%, très mal prise par les "marchés", semble s'être refermée le vendredi 17 août dans l'après-midi, avec la décision prise par le même, ou imposée au même, d'abaisser son taux d'escompte de 6,25% à 5,75%, en dehors de toute "réunion habituelle" des structures de la Banque nationale des Etats-Unis.

Le premier taux, le plus important en principe, est celui auquel les banques US se prêtent entre elles sur les comptes qu'elles ont à la Fed, le plus souvent à très court terme : un marché monétaire secondaire actif s'est développé autour de ces "Fed Funds". Le second de ces taux est le taux "classique" de réescompte de la Fed, traditionnel pourrait-on dire, par opposition à la finance sophistiquée plus incarnée par les Fed Funds : c'est le taux d'intérêt à court terme des prêts de la Fed elle-même aux banques ou autres acteurs financiers. Abaisser ce dernier taux a été interprété comme une manière pour la Fed de donner le signal d'une baisse générale des taux, donc d'une politique massive d'argent facile pour les marchés financiers, sans perdre la face. Notons que les "marchés" se sont donc rassurés en se référant à des procédés dont, il y a peu, on nous disait presque qu'ils étaient de l'histoire ancienne ...

Les indices boursiers sont donc remontés dans la semaine qui a suivi, après avoir fortement baissé les semaines précédentes. La baisse des actions n'est pas totalement effacée et, à vrai dire, la "reprise" apparaît plutôt poussive. Plus encore, en Europe, sur la place de Paris. Notons en outre qu'en Asie, si Shanghai semble être fortement "repartie", la bourse indienne de Bombay marque le pas, en liaison avec une crise politique provoquée par l'accord passé avec les Etats-Unis l'automne dernier pour la livraison de matériel nucléaire.

Un redémarrage assez modéré des indices boursiers, donc, à mettre en regard avec les injections gigantesques de liquidités opérées avant tout par la BCE (la Banque Centrale Européenne de Francfort), la plus importante qui se soit produite depuis ... depuis les débuts de ce qu'il est convenu d'appeler la "mondialisation". Ce seul fait suffit à lui seul à démentir toute autorité politique ou monétaire nous expliquant qu'en réalité tout va bien, que "les fondamentaux ne sont pas touchés" : jamais dans l'histoire aucune banque centrale, fut-elle des plus corrompue, n'aurait lâché autant de lest si elle ne pensait pas que les "fondamentaux" étaient directement en cause !

D'ailleurs, le renchérissement du crédit a commencé pour les entreprises, la tendance au refuge des acheteurs de titres vers les bons du Trésor notamment US n'a pas faibli après le 17 août et le cours des obligations est de ce fait au plus bas, les menaces d'expulsions sur au moins 3 millions de foyers supplémentaires victimes des subprime alimentent les polémiques aux Etats-Unis, les licenciements en chaîne dans l'industrie bancaire ont commencé, gagnant déjà Londres depuis New-York, et une deuxième banque régionale allemande a dû être prise en main par les autorités publiques, juste avant que la banque publique bavaroise annonce être "mouillée" dans les subprime ...

Bref, tout continue, car la crise ne se réduit pas à sa dimension boursière. Ce moment de la situation est propice à une analyse de fond qui manque le plus souvent aux militants anticapitalistes.

Les obstacles politiques à l'analyse

La mauvaise connaissance de certains aspects techniques est relativement facile à surmonter. Pour comprendre que

les subprime sont une manière de piéger des pauvres gens et de leur prendre leurs économies puis leur salaire, mais même pour comprendre les mécanismes de création monétaire des banques centrales, avoir un CAP vaut bien HEC. La vraie difficulté est d'ordre politique : qu'est-ce qui est en crise au juste (et donc, quelle est la portée, spatiale et temporelle, de la crise ?) : le capitalisme ou tel ou tel aspect somme toute secondaire ?

Bien sûr, le discours dominant répond "tel ou tel aspect secondaire". Sarkozy et Christine Lagarde ici, comme Angela Merkel ou les conseillers de M.Bush ailleurs, expliquent que "les fondamentaux sont sains". Comme, de plus -et surtout ! - nos médias nous parlent d'autres choses -des pédophiles qui rôdent aux jeunes animateurs moniteurs qui roulent sans permis, sans oublier les manèges dangereux ! - tout concourt à interdire une vision d'ensemble des processus réels. Ainsi, il y aurait d'un côté cette malencontreuse histoire de subprime, causée par l'imprévoyance de certains emprunteurs et de certaines banques ; que cela se paye dans le monde entier, "mais voyez-vous, c'est la mondialisation, c'est ainsi", un peu comme la météo ... A propos de météo, le fait que la Grèce, ce berceau de l'Europe, soit en train de brûler et de franchir à grande allure les étapes conduisant du maquis méditerranée à la steppe semi-désertique, autant que la fonte de la banquise qui donne lieu à des manoeuvres militaires hostiles entre la Russie et le Canada, voilà encore d'autres malheurs supposés sans rapport ni avec la bourse ni avec l'industrialisation en Chine ni avec Cécilia Sarkozy ... Et puis de l'autre côté, sans rapport apparent, une hausse du prix du pain sans précédent depuis des décennies n'aurait encore rien à voir avec le reste. Au 1^{er} août dernier le prix du beurre en Allemagne est passé d'un coup de 60 euros à 1,20 euros. La dernière fois que des hausses pareilles sur la nourriture se sont produites en Europe, c'était en Pologne en juillet 1980, juste avant les grandes grèves de la Baltique. Bourse, délocalisations, crise climatique, spectres de la guerre, hausse des denrées alimentaires de base dans le monde entier : tout cela serait disjoint. Seuls de méchants esprits bien archaïques pourraient encore croire que dans notre monde chaotique les choses aient un rapport entre elle ... un rapport qui pourrait s'appeler capitalisme !

Mais inversement le discours qui se contente de dire que le capitalisme nous mène à la catastrophe, ou que la crise est inéluctable, et que d'ailleurs until l'avait bien dit il y a longtemps déjà, est impuissant à orienter dans le réel ceux qui veulent le comprendre pour le transformer. Aucune crise n'est la reproduction identique des précédentes, le mouvement concret du réel procède par des médiations toujours renouvelée, rien n'est écrit par avance et rien ne saurait nous dispenser de l'analyse effective des médiations vivantes. Le capital n'est pas une abstraction, ni un deus ex machina qui commande au destin, c'est un rapport social, fondé sur l'exploitation de la puissance humaine de travail et sur la valorisation incessante de la valeur marchande, un rapport social qui domine la planète comme il ne l'a jamais dominée, qui arrive à maturité et qui produit des contradictions plus puissantes que jamais.

Il s'agit bien du capital, et pas de la "finance". Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas une spécificité financière du développement du capitalisme depuis une trentaine d'année, spécificité qui apparaît cependant plutôt, dans la longue durée, comme le retour sur une base supérieure à des conditions qui avaient existé avant 1914, 1917 et 1929. Mais la finance n'est pas déconnectée, elle est la forme nécessaire du capital contemporain. En ce sens là elle n'est pas une "bulle", même si elle fait des bulles. Réduire l'analyse de la crise présente à des formules sur les méfaits de la finance serait cumuler les défauts des deux discours qui viennent d'être critiqués ici : ce serait à la fois disjointre les maillons d'une chaîne globale unique, et applatir toute compréhension des médiations réelles dans une formule univoque comme "la finance". Il n'y a pas capitalisme et capitalisme financier : le capitalisme réellement existant, c'est le capitalisme financier.

C'était il y a dix ans...

Voilà dix ans, en 1997, démarrait une crise que les commentaires et les médias s'empressèrent de baptiser pour mieux la localiser et la délimiter d' "asiatique", comme ces dernières semaines la crise était ramenée à celle des subprime ; un peu de la même façon, on nous expliquait alors que la corruption et le laisser aller financier de ces

"pays émergents" et de certains de leurs bailleurs de fonds expliquaient tout. La crise dite "asiatique" avait effectivement commencé en Asie : les pays que les cours de Géo de Terminale appellent "Nouveaux Pays Industriels ("NPI") de seconde génération", ou "marchés émergents", caractérisés par une industrialisation rapide tournée vers l'exportation, de bas salaires et une "bulle" immobilière, étaient soudain fauchés par une crise semblant voler de bourses en bourses : Thaïlande, Malaisie, Philippines, Indonésie -où une crise politique et sociale révolutionnaire renversait le dictateur Suharto quelques mois après-, puis la Corée du Sud, un NPI "de première génération". Le flux de la crise faisait fléchir les indices mondiaux, se cristallisait à Moscou à l'été 1998 et gagnait le centre, Wall Street, à l'automne.

Crise de suraccumulation de capitaux, de débouchés par rapport à l'étroitesse des marchés des "pays émergents", masquée puis aggravée par la spéculation boursière et immobilière : la crise dite "asiatique" fut bien une récession sévère pour des centaines de millions d'êtres humains. C'était en fait la première crise globale majeure du capitalisme dit "mondialisé", beaucoup plus que le krach boursier de 1987 (dix ans avant encore) qui, plus que tout autre événement, avait revêtu en partie le caractère de l' "éclatement d'une bulle" et avait pu, à tort, faire croire à des crises financières déconnectées de l' "économie réelle". Au moment même où l'on entendait plus que jamais parler de cette fameuse "déconnexion", la connexion s'affirmait au contraire brutalement.

La spirale de la crise "asiatique" fut stoppée le 23 septembre 1998 par le sauvetage en catastrophe d'un récent et gigantesque fonds d'investissements menacé de faillite, LTCM (Long Term Capital Management), les banques centrales orchestrant l'injection de liquidités (comme cela vient de se produire, sauf qu'en 2007 elles en ont injecté plus pour une crise officiellement bien moindre et un résultat beaucoup plus mitigé pour l'instant ...). Cette intervention phare finit de faire la réputation de "magicien" du prédécesseur de M. Bernanke à la tête de la Fed, Alan Greenspan, mais elle n'était pas la seule loin de là, la Boj (Banque centrale du Japon) injectant pour sa part l'équivalent de 11% du PNB (Produit National Brut) japonais. Par ailleurs, la grande relance du budget militaire nord-américain, appuyée sur l'argument de la riposte aux attentats du 7 août 1998 à Nairobi et Dar es Salaam, attribués à al Qaïda, suivis de ripostes aériennes contre le Soudan et l'Afghanistan, se produit aussi à l'automne 1998 : le parallélisme des deux spirales, la financière et la militaire, que le 11 septembre 2001 amplifiera, s'observe donc déjà.

Les Etats asiatiques qui furent en première ligne, de la Corée à la Thaïlande, ne se sont pas complètement remis de cet épisode majeur : la substitution des champs d'investissement indien et surtout chinois à ces pays prend ces racines ici. Mais au centre la crise financière fut jugulée ; quelques mois après la zone euro (la spéculation sur la convergence des marchés obligataires en Europe avait été au coeur des opérations de LTCM ...) prenait véritablement forme, le 1^o janvier 1999.

Boom et krach de la "net-économie"

Le passage à l'euro et le boom de la "net-économie" sont les deux faits principaux des trois années qui suivent, 1999-2001. Une euphorie confinant à l'exaltation marque ces années : les "Nouvelles technologies de l'information et de la communication" devaient porter le nouveau siècle commençant -au passage le grand hoax que fut finalement le fameux "bogue de l'an 2000" servit à doper un peu plus les ventes. La conversion du boom en krach, le retournement, en fut d'autant plus frappant. Chutes spectaculaires de valorisation boursière de certaines sociétés -dont France Telecom-, faillite des starts up, résumaient la conjoncture de l'été 2001. Moins de trois ans après l'apparente résorption de la crise dite "asiatique", une crise "classique" aggravée par la spéculation frappait cette fois-ci depuis le coeur de l'économie nord-américaine.

Avant de voir comment celle-ci fut à son tour "résorbée", il importe de mesurer la portée de cet épisode, ou plutôt la combinaison des deux épisodes -crise "asiatique" et "net-économie"- dans la longue durée.

Au début des années 2000 le thème de la "nouvelle onde longue expansive" était à la mode. Par rapport aux phases précédentes d'expansion et de contraction de longue durée du capitalisme, un nouveau cycle semblait devoir commencer si l'on se référait mécaniquement à la chronologie : après les "Trente glorieuses" et la période de "crise et mondialisation", chacune ayant duré environ vingt-cinq ans, devait commencer une nouvelle expansion. Les technologies de l'information et de la communication ("NTIC"), en gros les micro-ordinateurs et les téléphones portables, devaient donc jouer le rôle de générateurs de surprofits, joué par les machines à vapeur lors de la première révolution industrielle, par les chemins de fer après 1848, par les moteurs à explosion et par l'électricité au tournant du début du XX^e siècle, phases précédentes d'expansion et de hausse du taux de profit. A vrai dire l'examen même rapide de la phase d'expansion des "Trente glorieuses" doit conduire à nuancer une telle présupposition : d'une part, les technologies génératrices de surprofits comportent déjà les ordinateurs et la communication, dès le début de la période, d'autre part celle-ci voit s'accélérer les cycles d'innovation technologique et organisationnelle du travail et de renouvellement du capital fixe, le "toyotisme" succédant notamment au "fordisme". Mais surtout, il fallait beaucoup d'aveuglement idéologique et tout simplement beaucoup d'ignorance pour comparer la généralisation des ordinateurs et des téléphones portables à ce qu'avait pu représenter, par exemple, le moteur à explosion ou la machine à vapeur. Le boom technologique de la fin du XX^e siècle n'a somme toute fait que généraliser des machines déjà existantes depuis plusieurs décennies, en en vulgarisant l'emploi et en le rendant plus ou moins obligatoire, publicité, commandes publiques et contrainte idéologique de la mode aidant ici la concurrence. Dans des délais d'une rapidité saisissante, la généralisation de tels investissements est devenue un facteur de baisse du taux de profit, faisant tout simplement augmenter les investissements nécessaires dans la majorité des entreprises, sans leur procurer d'économies correspondantes.

Plus encore. Si chaque nouvelle phase expansive du capitalisme a été portée par une véritable révolution technologique, ce que ne sont pas les "NTIC", il est scientifiquement possible de désigner quel serait le groupe de nouvelles technologies réellement porteuses et, au demeurant, grandement nécessaires, pour faire face aux véritables défis du XXI^e siècle : les bio-technologies, la génétique maîtrisée, l'aquaculture, l'agriculture et la sylviculture industrialisées et rénovées, bref les "technologies du vivant", ainsi que les nouvelles sources d'énergie ne reposant pas sur la combustion. Nourrir l'humanité et lui procurer une bonne santé, préserver voire renouveler la diversité du vivant, stopper la combustion des énergies fossiles et donc les remplacer par la fusion nucléaire, l'énergie solaire ou d'autres sources d'énergie ..., voilà quels seraient les vrais défis contemporains ; ils ont un caractère d'urgence vitale. Au lieu de quoi le capitalisme à l'orée du XXI^e siècle a tenté de se faire croire que la vente en ligne de téléphones portables sur Internet était le secret de la valorisation boursière infinie. Quand l'humanité a le choix entre la catastrophe ou la libération réelle de la contrainte du nécessaire, le capital, lui cherche à se faire croire qu'il s'est libéré de la nécessité du travail et de la valeur reposant sur le travail. Ce serait risible si les conséquences n'étaient de plus en plus horribles.

Comment la première crise du XXI^e siècle a été "résorbée"

Aux Etats-Unis, puis en Europe, le krach de la net-économie a pourtant été résorbé dès 2002, au point que vrais et faux naïfs ont pu croire et se faire croire que cette crise n'avait été qu'un apurement des comptes permettant d'émerger aux vrais "porteurs" du XXI^e siècle que seraient les Google et autres Yahoo (après avoir récupéré les innovations des starts up fauchées toutes jeunes).

Entre le krach et le rebond se produit le 11 septembre, qui eut psychologiquement la fonction d'un krach majeur par substitution. Puis, ce furent les injections de liquidité immédiates qui s'ensuivirent de la part des banques centrales, et surtout l'amplification de la hausse des dépenses militaires US puis mondiales, la décision de relancer les projets de boucliers de missiles anti-missiles, autant que l'occupation de l'Afghanistan en 2001 puis de l'Irak en 2003, valant garantie d'une installation dans la longue durée (la "Guerre sans fin" selon Dick Cheney) de telles mesures, et de tels budgets.

Mais l'économie permanente d'armements ne saurait à elle seule expliquer la "relance". S'y ajoutent la nouvelle politique de la Fed imposant, à l'inverse du début des années 1980, une baisse historique des taux d'intérêts qui descendent alors à 1%, et les mesures budgétaires de l'administration Bush junior, baissant massivement les impôts et laissant les salaires augmenter dans certaines limites (il me faut sur ce point rectifier en partie l'analyse présentée dans mon article du 11 août dernier : le niveau global des salaires aux Etats-Unis ne recule pas dans les années 2002-2006, mais augmente, même s'il se différencie et continue à reculer pour certaines couches). Le budget de l'Etat nord-américain, redevenu positif dans les années 1990, devient plus déficitaire que jamais.

Cette "relance libérale" a été assez peu étudiée et analysée ; elle aboutit, selon la formule frappante d'Isaac Johsua (Une trajectoire du capital, De la crise de 1929 à celle de la nouvelle économie, Syllepses, 2006) à ceci : "la crise de la nouvelle économie n'a pas été surmontée, elle a été stockée dans les déséquilibres accumulés.", tout particulièrement dans l'endettement privé, notamment celui des ménages, et le boom immobilier nord-américain, débouchant donc directement sur la crise dite des subprime que tout le monde avait vu venir sans pouvoir la prévenir.

La catastrophique expansion des années 2002-2007

Un nouveau facteur s'ajoute à ce tableau : la croissance chinoise. La Chine, dernier grand pays demeuré sous la férule d'un parti dit "communiste", devient, en partie pour cela d'ailleurs, le nouveau paradis des investisseurs. Plus encore, s'y développe un capitalisme autonome provenant de la transformation des bureaucrates du parti et de l'Etat en capitalistes, tout en demeurant des bureaucrates -ils cumulent donc l'accumulation sous ses trois formes :

- ▶ la plus-value absolue : bas salaires, prolongement de la journée de travail, forte intensité du travail ;
- ▶ la plus-value relative : mise en oeuvre de la technologie et de l'organisation du travail, ainsi que des infrastructures, sur le dernier modèle occidental ; sans, toutefois, qu'il n'y ait ici la moindre "révolution technologique", notons-le ;
- ▶ et l'accumulation "primitive" : drainage fiscal, pillage pur et simple de régions intérieures du pays, attitude prédatrice envers le milieu naturel.

Le décollage chinois, rythmé par l'entrée de la Chine à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) en 2003 (ce dont la Russie semble encore loin), l'annulation des accords multifibres sur le textile en 2005 et la domination immédiate de ce secteur, à l'échelle mondiale et de façon écrasante, par la seule Chine, le flottement limité du yuan à partir d'août 2005, apporte au capital mondial une rivière de plus-value bien réelle, quoi qu'inférieure au total de ce que les actionnaires et les rentiers ont pris l'habitude d'attendre comme leur dû. Il a vu d'autre part les Etats-Unis nouer avec la Chine le type de relation, dans une forme accentuée, qu'ils avaient eu successivement avec l'Allemagne et avec le Japon, autres puissances impérialistes : déficit commercial d'un côté, bons du Trésor US achetés en masse par la banque centrale et divers acteurs privés chinois de l'autre. Il pose enfin la question de l'émergence, dans un monde saturé, d'un nouvel impérialisme, l'impérialisme chinois. Immense pays dépendant ou nouvel impérialisme ? La question n'est pas tranchée, et ne le sera probablement pas à la manière d'un long fleuve tranquille. Question en partie liée à celle de savoir si la Chine est capable de faire ce que ni l'Allemagne, ni le Japon, n'ont osé faire -vendre les bons du Trésor US, faire chuter le dollar, étaler à la face du monde la situation de débiteur à la solvabilité douteuse qui est en réalité celle des Etats-Unis aujourd'hui. De fait, tout le dispositif militaire US en Eurasie et jusqu'en Afrique (Soudan, Somalie) prend de plus en plus la forme d'un encerclement de grande ampleur de la Chine, de même que la désignation de plusieurs des cibles de l' "Axe du mal", l'Iran en particulier.

Subprime : que non, les fondamentaux ne sont pas sains !

Les données de la croissance mondiale des années 2002-2007 peuvent être ainsi résumées :

1°) Une relance par l'endettement massif des ménages nord-américains, conjuguant un niveau de consommation polluant exceptionnel de la part des larges couches supérieures de la population et la spirale de l'endettement sans fin pour les futures victimes des prêts subprime ;

2°) Une relance par la militarisation et une course aux armements plus dangereuse que celle des années dites de guerre froide, notamment en Asie ;

3°) La mise en chantier du plus grand réservoir de population et de main-d'oeuvre du monde, à un rythme effréné sans précédent historique : la croissance chinoise et les coûts, connus et inconnus, qu'elle occasionne, est sans équivalent -un seul chiffre pulvérise toute les "révolutions industrielles" antérieures alors qu'ici il n'y a nulle révolution industrielle : le nombre de morts dans les mines serait de 20 000 par ans ...

4°) Dans ces conditions, l'amorce d'une remontée générale du cours des matières premières, énergétiques (le pétrole), minières et agricoles, et des rentes afférentes ;

5°) Alors même qu'en dehors d'un Claude Allègre le verdict des milieux scientifiques sur la réalité de la crise climatique et son origine humaine n'est plus contesté, une accélération de tous les paramètres de la destruction des milieux. En effet le mode de production capitaliste, dans la période de l'après-1945, a mis la ressource pétrolière à bas prix comme l'un des fondements du taux de profit, et dans la période postérieure à 1973, a fait du pillage des ressources l'un des moteurs de la "croissance". Plus la catastrophe se présente de manière visible, plus il baisse la tête en direction du mur.

Rien de fortuit dans la crise de cet été

Le parcours trop rapide qui précède le montre : s'il est vrai que le capital, et surtout sa dimension financière, ont des aspects nécessairement chaotiques et donc imprévisibles, il n'en reste pas moins que les formes concrètes de son développement récent conduisait avec une haute probabilité à la crise présente, dans les formes précises qu'elle a revêtues. En particulier le fait que le segment faible ait été celui des subprime répond à une nécessité logique et pas au hasard. Le passage de l'endettement permanent au pompage des revenus salariaux pour un secteur de la classe salariale nord-américaine correspond aux limites du type de croissance initié au début de la décennie 2000.

Pas d'issue dans le cadre du système

Une régulation du système ne serait envisageable que s'il y est contraint suite à des destructions d'une ampleur qui interdit de les souhaiter. N'oublions pas que la dernière fois que le capitalisme a pris une forme régulée, c'était suite à rien de moins que la crise de 1929 plus le fascisme plus la seconde guerre mondiale plus la division du monde, de l'Europe, de l'Allemagne et de Berlin par les barbelés et les murs séparant le bloc stalinien et la sphère du marché du capital réunifiée par la guerre. N'oublions pas non plus que cette régulation a tout naturellement porté en son sein tous les éléments de la "mondialisation financière", eurodollars, etc., et que ses institutions comme le FMI sont tout naturellement devenues les institutions de la "mondialisation", des plans d'ajustement structurels, etc. Le réalisme et le sens des responsabilités devraient pousser à éviter de présenter comme des "solutions" possibles la moralisation des marchés, la taxation des mouvements de capitaux et autres sparadras.

Subprime : que non, les fondamentaux ne sont pas sains !

D'autre part, la crise du point de vue du leadership mondial est beaucoup plus grave qu'une simple crise de domination de la puissance hégémonique qui serait susceptible d'être remplacée. La Chine pourrait en théorie brader ses bonds du Trésor US, mais en pratique elle couperait la branche sur laquelle le capitalisme chinois, jeune et déjà sénéscent, est assis, sans parler des risques de guerre et d'effondrement mondial. L'euro pourrait en théorie, d'un strict point de vue comptable, remplacer le dollar comme monnaie de réserve. Et puis après ? Les vieilles puissances européennes auraient-elles plus d'aptitudes que la puissance qui a pris leur place voici déjà 70 ans à gendarmier le monde et à concentrer sur elles toutes ses contradictions ? Il est permis d'en douter !

La géopolitique militaro-financière actuelle ne se résume pas dans la crise, bien réelle, du leadership US. Ce leadership n'a plus sa jeunesse. Depuis la fin de l'URSS il n'a plus son partenaire-adversaire lui servant à la fois de béquille et de repoussoir. Il est devenu coûteux, dangereux, parasitaire, obsoléscent, destructeur surtout et plus encore quand il redevient dynamique et créatif. Si les autres avaient eu la capacité de s'en débarrasser et d'instaurer le "monde multipolaire", ils l'auraient fait. Mais cette capacité, ils ne l'ont pas. Le parasitisme de l'impérialisme nord-américain, c'est leur parasitisme à eux tous qui va se concentrer au sommet. Ce sont les contradictions du monde que les Etats-Unis catalysent et répercutent. La crise de leur leadership est la crise du leadership même, dans ce mode de production. En dehors de destructions qu'il s'agit précisément d'éviter, il n'y a pas de relève à l'intérieur de ce mode de production et de cet ordre géopolitique là. Une vraie perspective ne saurait passer à côté de ce constat.

Vincent Présemy, le 26/08/07